
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58740

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

des Nachlasses, ggf. vorhandener Tagebücher oder Memoiren, Biographien sowie weiterführender Literatur. Angaben zum jeweiligen persönlichen und politischen Werdegang bis zum Jahre 1933 sucht man dagegen vergeblich. Hier ist der Benutzer auf die bekannten Handbücher und Hilfsmittel angewiesen, die am Ende des Vorwortes in einer Bibliographie gesondert aufgelistet sind.

Im Unterschied zu Martin SCHUMACHER und seinen Mitarbeitern war die Ausgangssituation für Mads Ole BALLING erheblich schwieriger. Bei der Arbeit an seinem statistisch-biographischen Handbuch der Parlamentarier der deutschen Minderheiten in Ostmittel- und Südosteuropa 1919–1945 konnte er lediglich auf Fritz Wertheimers Arbeiten zurückgreifen. Dessen beide Bücher »Von deutschen Parteien und Parteiführern im Ausland« waren allerdings bereits Ende der zwanziger Jahre erschienen. Um so bewundernswerter die Energie und Ausdauer, mit der BALLING weitgehend auf sich alleingestellt sein Vorhaben verwirklichte, Leben und Wirken der Männer und Frauen zu dokumentieren, die sich als gewählte Vertreter in den Parlamenten der Länder zwischen Ostsee und Schwarzem Meer für die Rechte der zahlreichen deutschen Volksgruppen einzusetzen versuchten. Wie er in seinem Vorwort erläutert, waren für ihn nationale, nicht etwa politische Kriterien entscheidend. Nur diejenigen Politiker, die sich in ihrer Arbeit ausdrücklich als Deutsche bekannten, fanden Aufnahme im Handbuch. Stellt man in Rechnung, daß ihm weder Mitarbeiter noch größere Sachmittel zur Verfügung standen, so ist das Ergebnis seiner Recherchen beeindruckend. Über 15 Jahre hat BALLING systematisch nicht nur einschlägige Handbücher sowie sämtliche verfügbare Literatur ausgewertet, sondern darüber hinaus eine umfangreiche Korrespondenz geführt, mit deren Hilfe es ihm von wenigen Ausnahmen abgesehen gelang, die biographischen Daten von insgesamt 636 Parlamentariern zusammenzutragen. Balling führt in seinem Vorwort den Erfolg vor allem darauf zurück, daß er konsequent versucht habe, noch lebende Zeitzeugen zu ermitteln und zu befragen. Die Antworten, die er auf seine selbstentwickelten Fragebögen erhielt, erwiesen sich durchweg als zuverlässiger als die verstreuten Angaben in schriftlichen Quellen, die ohnehin insgesamt eher die Ausnahme als die Regel waren. Wie sich inzwischen gezeigt hat, war es die letzte Gelegenheit, diese reiche Quelle der Forschung zu sichern, denn der größte Teil der Korrespondenzpartner BALLINGS hat die Drucklegung der beiden Bände nicht mehr erlebt.

Die Arbeit an dem Handbuch war weitgehend abgeschlossen, als sich im Zuge des Zusammenbruchs der kommunistischen Herrschaft in Ost- und Südosteuropa auch der Zugang zu den Archiven erheblich verbesserte. BALLING plant daher, seine Recherchen fortzusetzen. Doch wäre es falsch, die beiden Bände deshalb als Zwischenergebnis abzutun. BALLING hat mit seinem Handbuch nicht nur ein unverzichtbares biographisches Nachschlagewerk vorgelegt. Es handelt sich vielmehr um eine nach Ländern und einzelnen Parlamenten gegliederte Geschichte des Auslandsdeutschtums in der Zwischenkriegszeit. Darüber hinaus leistet es, weil es das Schicksal der Parlamentarier nach ihrer Flucht beziehungsweise Vertreibung aus Ost- und Südosteuropa dokumentiert, auch einen wichtigen Beitrag zur Geschichte Nachkriegsdeutschlands.

Stefan MARTENS, Paris

Markus GESTIER, Die christlichen Parteien an der Saar und ihr Verhältnis zum deutschen Nationalstaat in den Abstimmungskämpfen 1935 und 1955, St. Ingbert (Werner Röhrig) 1991, I–269 p. + 149 p. d'annexes (Saarbrücker Hochschulschriften, 15).

A deux reprises au XX^e siècle, la Sarre a connu une situation d'exception, au terme de laquelle la population a eu à se prononcer sur son avenir. Dans cette région à majorité catholique, où les partis chrétiens dominaient la scène politique, les Eglises devaient avoir une influence sur le choix des électeurs. L'originalité du cas sarrois est qu'il y eut divergence entre

la hiérarchie catholique et une partie du clergé d'une part, et d'autre part entre l'Église et une partie des milieux politiques catholiques. L'importance du point de vue chrétien dans le débat sur le devenir de la Sarre justifiait une étude spécifique, focalisée sur les positions chrétiennes sur l'État national, en l'occurrence le Reich d'après 1933 et la République fédérale.

M. Gestier ne s'avance pas pour cela sur des terres inconnues; la bibliographie publiée par H. W. Herrmann dans la Revue d'Allemagne (n° 1/1986), concernant la période 1945-55, montre qu'il y a dans ce domaine abondance de publications – toutes, il est vrai, ne s'appuient pas sur des documents d'archives, contrairement à celle-ci. L'ouvrage contient un appareil d'annexes important qui, outre son apport documentaire, permet au lecteur d'apprécier lui-même l'impact que pouvaient avoir tracts et affiches.

Le consensus à peu près général, après guerre, pour le retour à l'Allemagne, y compris dans les milieux chrétiens, se brisa pour ces derniers en 1933, après l'alignement du Zentrum et des groupements chrétiens au sein d'un front allemand (Deutsche Front) – en principe apolitique, en réalité manipulé par le Gauleiter Bürckel –, auquel l'évêque de Trêves, Mgr. Bornewasser, poussa le clergé sarrois à adhérer. Le sacrifice du Zentrum »sur l'autel de la patrie« ne fit pas l'unanimité des milieux catholiques; un camp du refus se constitua, autour de Johannes Hoffmann et de quelques ecclésiastiques de l'ancien Zentrum qui fondèrent le journal *Neue Saarpost*. Il s'agissait pour eux de dissocier dès lors la germanité (Deutschtum) et la patrie allemande – dont ils se réclamaient toujours – d'une part, et le régime en place dans le Reich, qu'ils ne voulaient pas soutenir, d'autre part. Chrétien et allemand, critiquant le néopaganisme, le nationalisme exacerbé et le terrorisme qui régnaient dans le Reich, le journal *Neue Saarpost* avait une ligne claire: il y avait incompatibilité entre la croix et la croix gammée, et si le slogan »Heim ins Reich« valait aussi pour les chrétiens, ceux-ci voulaient retourner »in einen sauberen Staat und nicht in einen Saustall« (p. 86). Pour le référendum de 1935, cela signifiait opter pour le statu quo, le maintien de l'administration contrôlée par la S. D. N. La tentative de rassembler dans cette perspective les chrétiens, autour de la *Neue Saarpost*, en un »Volksbund für christliche und soziale Gemeinschaft«, désavoué par Mgr. Bornewasser, échoua. Les évêques de Spire et de Trêves condamnèrent la création du journal et engagèrent le clergé à prendre ses distances. Si le Vatican, engagé dans les négociations pour le Concordat, restait neutre dans ce débat, les appels des autorités catholiques (épiscopat, responsables de mouvements et d'associations) à voter »allemand«, profita au Deutsche Front, et c'est finalement 98,5 % des votants qui se prononcèrent pour le retour à l'Allemagne le 13 janvier 1935.

On retrouve Johannes Hoffmann au premier plan de la campagne référendaire de 1955. Chef du gouvernement, fondateur du parti chrétien populiste CVP – favorable au statut d'autonomie politique et d'union économique avec la France –, sa position resta forte jusqu'en 1952 (ne serait-ce que faute d'opposants: les partis qui refusaient le statut inscrit dans la constitution sarroise ne furent autorisés qu'avant le référendum). Les objectifs du parti chrétien populiste étaient d'établir des relations durables avec la France, de défendre la civilisation chrétienne en Occident et d'assurer la paix en Europe (p. 146). Nourrie par les appels à la »fidélité« de Mgr. Bornewasser, une opposition catholique au CVP, et à travers lui à la ligne qui devait devenir plus tard »européenne« du oui au référendum, allait se manifester à propos de la question du diocèse sarrois (la France réitère ses démarches dans ce sens au Vatican). Au début des années 50, des démarches furent entreprises en vue de la création d'une CDU en Sarre, qui animerait une campagne du non au statut, »pour la patrie allemande«.

Passons sur les péripéties de la campagne qui précéda le référendum du 23.10.55, où les Sarrois eurent à se prononcer sur le statut de la Sarre, tel qu'il était défini dans le compromis signé en 1954 par Mendès France et Adenauer, après de difficiles négociations. Ce compromis devait rester en vigueur jusqu'à la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne, et les Sarrois seraient appelés à se prononcer de façon définitive à ce moment là. Arrêtons-nous en revanche sur les positions en présence. Bien qu'Adenauer lui-même ait appelé à voter oui (à Bochum, le

2. 9. 55), la CDU sarroise s'allia avec d'autres partis pour constituer une union patriotique allemande, le Deutscher Heimatbund, qui faisait campagne pour le non.

Les arguments de la CDU rappellent fortement la campagne de 1935: la fidélité à la patrie est une exigence de la morale chrétienne, chaque peuple est la concrétisation d'une idée de Dieu. La jeunesse doit être élevée dans l'amour de la patrie dans des écoles confessionnelles, etc. A cela s'ajoutaient des prises de position dirigées explicitement contre l'influence française dans la politique culturelle ainsi que dans le domaine économique, et la défense des valeurs du »Deutschtum« (cf. le programme de la CDU-Saar en annexe, p. 134).

A la campagne du front pour le non, très personnalisée (cf. l'affiche reproduite p. 145 avec le slogan »Der Dicke muß weg – darum mit der DPS, nein«) qui avait un fort impact émotionnel, le CVP (qui jusqu'à l'ouverture de la campagne paraissait sûr du oui), répondait par des arguments abstraits, concernant l'avenir »européen« de la Sarre, et son avenir économique en union avec la France. Pour le CVP, être allemand ne signifiait pas appartenir à un Etat national; dans sa conception fédéraliste de l'Europe, les frontières nationales n'avaient pas leur place, contrairement à la conception de la CDU: »Kein Europa ohne Vaterland«.

Le 23. 10. 1955, 32,3 % des électeurs se prononçaient pour le statut de la Sarre, 67,7 % contre.

Monique MOMBERT, Strasbourg

The French and Spanish Popular Fronts. Comparative Perspectives, ed. by Martin S. ALEXANDER and Helen GRAHAM, Cambridge (Cambridge University Press) 1989, V-277 S.

Anzuzeigen ist ein seltsames Buch; es sind die Akten eines Kolloquiums, das im April 1986 an der Universität von Southampton stattfand. Seltsam ist das Buch, weil es ein seltsames Licht auf die Veranstalter wirft. Es ging um die französische und die spanische Volksfront, und so hätte man erwarten können, daß Experten aus den beiden betroffenen Ländern eingeladen wurden; es erscheinen nun aber für die sieben Beiträge, die sich mit Spanien befassen zwar zwei spanische Wissenschaftler, jedoch wurde offenbar für die französische Seite der Problematik (zwölf Beiträge) kein Franzose eingeladen – oder wollte kein französischer Kollege die beschwerliche Reise nach England antreten? So jedenfalls entsteht der Eindruck, daß die Veranstaltung mehr oder weniger unter Freunden abgelaufen ist, die, fast alle »lecturer«, d.h. im universitären Mittelbau angesiedelt, ihrem Lebenslauf hiermit nicht nur ein »internationales« Kolloquium beifügen konnten, sondern auch eine zusätzliche Veröffentlichung in vergleichsweise doch recht luxuriöser Ausstattung.

Die Beiträge selbst sind – wie fast immer in solchen Sammelbänden – von der Qualität her sehr verschieden. Dem Rezensenten erscheinen die über die spanische Volksfront fast durchweg interessanter als die über die französische; das liegt aber sicher daran, daß er die französische besser kennt als die spanische. Die »comparative perspectives«, die im Titel angekündigt werden, beschränken sich in der Regel auf die Ordnung der Texte im Band, d.h. dem Beitrag »The formation of the French Popular Front 1934–36« (Joel COLTON, der einzige Professor unter den Teilnehmern – ganz ohne ging's also wohl doch nicht –, sein Beitrag ist aber beileibe nicht der interessanteste, Altbekanntes wird aufgewärmt und neu serviert) folgt »The origins and nature of the Spanish Popular Front« von Santos JULIA, der die Auseinandersetzungen zwischen Parteien der Linken, die zwischen den Gewerkschaften und die KP-Strategie behandelt. In dieser Weise parallel werden abgehandelt die Stellung der Kirche, des Militärs und der Linksoppositionellen zur jeweiligen Volksfront, sowie Fragen der Wirtschafts-, Sozial- und Kulturpolitik. Zur Frage der Stellung der Kirche sind hervorzuheben die Aufsätze der jüngsten Teilnehmerin, Mary VINCENT, die, damals noch Studentin, sehr aufschlußreich über die spanische Kirche, ihre Anti-Frente-Popular-Politik und die anschließende Diskussion über ein fehlendes eigenes Sozialprogramm berichtet, während James STEEL